
Evelyne Mesclier et Alexis Sierra

Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Evelyne Mesclier et Alexis Sierra, « Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 28 mars 2012, consulté le 15 janvier 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/13025> ; DOI : 10.4000/echogeo.13025

Éditeur : Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

<http://echogeo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://echogeo.revues.org/13025>

Document généré automatiquement le 15 janvier 2016.

© Tous droits réservés

Evelyn Mesclier et Alexis Sierra

Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique

- 1 Le 5 juin 2011, les Péruviens ont élu à la Présidence de la République Ollanta Humala, ancien militaire fondateur du Parti Nationaliste et homme « de gauche ». Ce résultat pourrait être analysé comme un nouvel avatar des expériences progressistes qui ont marqué l'Amérique latine au cours des deux dernières décennies. Il n'en est pas moins surprenant. Peu de commentateurs le jugeaient probable encore un mois avant le premier tour. Il semblait qu'on s'acheminait plutôt vers un nouveau mandat d'Alejandro Toledo, le Président de la période 2001-2006.
- 2 La modération centriste des gouvernements qui se sont succédés dans les années 2000 pouvait en effet passer pour un des facteurs de la période faste que connaît actuellement le Pérou. Dans le contexte d'un modèle néolibéral installé depuis les années 1990, le PIB a crû de façon constante et rapide. Bien que l'absence de redistribution de la richesse créée ait été très critiquée dans un premier temps, la diminution des chiffres de la pauvreté est aujourd'hui un fait avéré et le pays apparaît comme un marché émergent pour les investisseurs¹. Par ailleurs, les Péruviens ont obtenu en 2000 le retour à la démocratie, grâce à des manifestations publiques de grande ampleur, après avoir enduré dix ans d'un gouvernement autoritaire et corrompu dirigé par Alberto Fujimori, à ce jour en prison pour n'avoir pas respecté les droits de l'Homme.
- 3 Dans ces conditions, comment expliquer que les électeurs péruviens aient pris le risque d'un nouveau changement de modèle économique et politique en votant pour Ollanta Humala ? Pour le comprendre, il est nécessaire de s'intéresser aux deux tours de cette élection. C'est en effet au premier tour que tout s'est largement joué, avec l'exclusion des candidats perçus comme modérés. Les deux personnalités suscitant le plus de rejet dans des secteurs donnés de l'électorat sont arrivés en tête. L'un, Ollanta Humala, apparaissait comme porteur de menaces vis-à-vis du modèle néolibéral mais aussi de la démocratie, en raison de son passé militaire, de ses positions radicales lors de la campagne de 2006, des discours extrémistes de ses parents et des actes politiques violents de son frère, incarcéré pour homicide. L'autre, Keiko Fujimori, représentait le danger du retour au régime dictatorial de son père, Alberto Fujimori, régime auquel elle avait participé et dont elle n'avait renié ni les principes, ni les alliances. L'un et l'autre auraient probablement eu peu de chances de l'emporter au second tour face à un candidat modéré qui aurait rassemblé sur son nom tous les opposants convaincus de son adversaire, en plus de ses propres partisans. Ainsi, en 2006, Alan García, malgré son premier mandat catastrophique à la fin des années 1980, réussissait à être élu face à un Ollanta Humala faisant figure d'épouvantail. L'arrivée simultanée au second tour des deux candidats les plus controversés a annulé d'entrée de jeu la possibilité d'un tel scénario, et finalement remis à l'ordre du jour des questions de fond sur les grands choix économiques et politiques du pays, comme nous essaierons de le montrer ici.
- 4 C'est à travers l'examen de la cartographie électorale, aux deux échelles des régions du pays et des districts de la capitale Lima, que nous abordons la question. Cette cartographie permet de mieux comprendre l'implantation des différents mouvements et candidats ayant participé à l'élection. Elle permet également d'analyser les phénomènes de report de voix entre le premier et le second tour². Nous souhaitons apporter ainsi un point de vue complémentaire aux analyses menées par des politologues, anthropologues et sociologues à d'autres niveaux, comme celui de l'évolution des alliances entre les partis, ou celui du rôle de facteurs plus structurels, comme la frustration des électeurs face au système politique dans son ensemble et, au delà, l'incapacité des élites à comprendre le reste du pays et à prendre en compte les demandes qu'il exprime (voir à ce sujet les articles publiés pendant la campagne par la revue *Argumentos*, en particulier, Degregori, 2011 ; Tanaka *et al.*, 2011 ; Palomino, 2011...).

- 5 Nous proposons de centrer notre approche sur les contrastes géographiques qui ont marqué l'un et l'autre tour. Nous verrons que se sont exprimées les grandes oppositions régionales, qui ont considérablement pesé sur l'issue du premier tour. Le deuxième tour s'est alors joué sur le mécontentement de certaines régions par rapport au système économique dominant, et sur la priorité donnée au maintien d'un régime démocratique par une partie des classes moyennes de Lima, la capitale, qui concentre le tiers de l'électorat.

Le poids déterminant du Sud contestataire au premier tour

- 6 Les cartes des résultats électoraux de 2011 montrent à petite échelle une ligne de fracture qui scinde le pays. Cette fracture reprend une opposition persistante entre le tiers Sud, où la population se concentre surtout dans la Cordillère, et le reste du pays, où la population est plus nombreuse sur le piémont Pacifique et plus concentrée dans les villes, dont la capitale, Lima. La rivalité entre ces grandes régions puise ses racines dans l'histoire et a été utilisée de façon plus ou moins consciente et habile par les candidats.

Des candidats pour la plupart associés à la côte, au Nord et aux villes

- 7 Les cinq principaux candidats aux présidentielles de 2011 étaient déjà connus des Péruviens. Trois avaient déjà été candidats aux élections présidentielles (Toledo en 1995, 2000, 2001 ; Castañeda en 2000 et 2001 ; Humala en 2006). Alejandro Toledo avait été le premier président élu lors du retour à la démocratie, symbolisant la modération et le retour à la normale. Keiko Fujimori avait été la Première Dame³ du Pérou au côté de son père entre 1994 et 2000 et la députée élue avec le plus de voix en 2006. Ollanta Humala laissait le souvenir de la campagne de 2006 pour laquelle il s'était largement qualifié pour le second tour (30,6 % au premier tour⁴). C'est lors de ces élections qu'il avait acquis sa réputation de nationaliste radical et émule du Vénézuélien Hugo Chávez. Pedro Pablo Kuczynski était sans doute le moins connu aux yeux de l'ensemble des Péruviens, bien qu'il ait été ministre entre 2001 et 2006. A ce titre, il a pu être considéré comme un des principaux artisans de la croissance économique de la dernière décennie. Ces différents candidats s'appuyaient plus souvent sur des regroupements instables que sur des partis : la loi électorale, qui oblige les organisations à s'allier pour obtenir les adhérents et les pourcentages de votes nécessaires à leur survie⁵, et la mise en jeu simultanée des postes de députés, poussent les hommes et femmes politiques péruviens à se rassembler autour des noms les plus porteurs. Dans le tableau 1, les candidats sont présentés dans l'ordre de la plus ou moins grande rupture que présentaient leurs propositions politiques initiales avec le modèle suivi entre 2006 et 2011 par Alan García, modèle ouvertement néolibéral peu attentif aux revendications de justice sociale ou de respect des droits indigènes. Le parti de ce dernier, l'APRA (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine, le plus ancien des partis péruviens) n'a pas réussi à présenter de candidat en 2011⁶.

Tableau 1 - Les caractéristiques personnelles et politiques des principaux candidats

Nom	Lieu de naissance et origine	Formation et fonctions	Parti, alliance	Position idéologique initiale	Résultat 1er tour (10/04)	Sondage Mars
Pedro Pablo Kuczynski	Lima, parents européens	Economiste, ancien ministre de l'économie et premier ministre de A. Toledo	Sans parti. Alianza para el Gran Cambio (Alianza para el Progreso + Restauración Nacional + Partido Popular Cristiano + Partido Humanista)	Droite conservatrice et néolibérale	18,5 %	11 %
Keiko Fujimori	Lima, parents péruviens d'origine japonaise	Administratrice et députée, fille de l'ex	Fuerza 2011, Fujimoriste.	Populiste néolibérale	23,5 %	24 %

		Pt Alberto Fujimori				
Luis Castañeda	Chiclayo, Lambayeque (piémont pacifique nord), parents notables d'origine européenne	Avocat, maire de Lima (2003-2010), ancien directeur de l'Institut péruvien de sécurité sociale (1990-1996)	Solidaridad Nacional, Alianza Solidaridad Nacional (sort en 2008 de l'alliance Unidad Nacional avec le Partido Popular Cristiano, s'allie à Todos por el Perú en 2010).	Libéral à tendance populiste	9,8 %	18 %
Alejandro Toledo	Village proche de Cabana, Ancash (cordillère nord), parents paysans, ayant migré à Chimbote, ville de la côte nord	Economiste, président de la République (2001-2006)	Perú Posible (Parti qu'il a créé au milieu des années quatre-vingt-dix en opposition à Alberto Fujimori)	Démocrate social et libéral	15,6 %	29 %
Ollanta Humala	Lima, parents habitant Ayacucho, notables (cordillère, centre-sud)	Officier militaire à la retraite	Partido Nacionalista Peruano, Gran Alianza Nacionalista (PNP + une partie de Unidad de Izquierda + mouvements régionaux)	Nationaliste « de gauche »	31,7 %	17 %

Les informations concernant les partis et alliances proviennent de l'ouvrage de Meléndez (dir.), 2011, les résultats du 1er tour : ONPE, <http://www.web.onpe.gob.pe/modElecciones/elecciones/elecciones2011/1ravuelta/> ; le sondage de mars est le sondage Ipsos Apoyo publié dans le quotidien El Comercio le 11 avril 2011.

- 8 Les électeurs, lorsqu'ils expliquent leur choix, mettent assez souvent en avant leur sentiment d'identification à un candidat en fonction de son origine sociale et géographique. Ce facteur n'est bien sûr pas unique mais joue certainement dans le vote. Il est dans tous les cas utilisé dans les campagnes électorales, raison pour laquelle nous nous attarderons à préciser d'abord l'image globale que projettent les candidats. Ceux-ci étaient pour la plupart, comme le montre le tableau 1, plus associés à la capitale Lima, au Nord et plus particulièrement à son piémont côtier, voire à l'étranger, qu'aux régions d'altitude et au Sud.
- 9 Seul Ollanta Humala, bien que né à Lima, a des racines dans le Sud. Seuls par ailleurs Alejandro Toledo et Ollanta Humala, dont les familles respectives sont liées aux Andes rurales, ont pu souligner dans leurs discours leur appartenance au peuple des cordillères. Cependant, Alejandro Toledo, bien qu'appelé affectueusement *El Cholo*⁷, est aussi associé à l'élite internationale par ses longs séjours hors du pays et par la nationalité belge de son épouse, surnommée *Madame Carrot* à cause de sa pointe d'accent français et de la couleur de sa chevelure. L'identification de la population à Ollanta Humala était en revanche facilitée par son parcours personnel : sa carrière militaire l'avait conduit dans différentes parties du pays, y compris dans le Nord, où il avait été envoyé lors du conflit avec l'Équateur en 1995. Les électeurs se souviennent par ailleurs de la marche qu'il a menée dans le Sud en opposition à la réélection de A. Fujimori, de la tentative d'insurrection menée par son frère Antauro, dans le Sud également, et des prises de position indigénistes de ses parents. S'y ajoutent les origines de son épouse, très présente dans son Parti et dans la campagne électorale : née à Lima, ses parents sont provinciaux, du Sud andin pour son père et du Nord andin pour sa mère.

- 10 Les autres candidats étaient beaucoup moins associés au Pérou rural et andin. Les deux parents de Keiko Fujimori sont d'origine strictement japonaise. Les électeurs n'ignorent pas que Keiko Fujimori est mariée avec un Nord-américain. Luis Castañeda est né à Chiclayo, grande ville du Nord côtier du pays, dans une région dominée jusqu'à la réforme agraire de 1969 par de grands propriétaires terriens d'origine créole et étrangère. Son père a été maire de l'agglomération. Son épouse porte un des patronymes les plus fameux de l'élite traditionnelle. Pedro Pablo Kuczynski est le fils d'une Genevoise et d'un médecin allemand chassé d'Allemagne sous Hitler, dont les travaux et publications en Amazonie péruvienne sont connus d'un certain public. Lui-même n'a pas hésité à rappeler qu'il ne peut pas grand-chose au fait qu'il a une « tête d'Européen »⁸. Il possède un passeport nord-américain, ce qui lui valut une forte polémique durant la campagne et le surnom de « Mister » Kuczynski. Marié avec une Nord-américaine, il apparaît comme un *gringo*⁹.

L'originalité de la stratégie géopolitique du Parti Nationaliste

- 11 A cette absence de racines « andines » ou « populaires » des candidats eux-mêmes se superpose un aspect qui tient beaucoup plus à des stratégies politiques : la très faible inscription de la plupart de leurs partis ou alliances en province et tout particulièrement dans le Sud andin. Cette très faible inscription est liée au caractère très personnalisé de l'organisation, dont les membres constituent souvent un groupement d'amis, d'affidés et de clientèles autour du candidat.
- 12 Ainsi, l'équipe de Keiko Fujimori, la candidate d'une alliance rebaptisée pour les élections *Fuerza 2011* (Force 2011), qui succède aux alliances « fujimoristes » des élections antérieures, repose essentiellement sur la famille et quelques proches (Murakami et Barrenechea, 2011). C'est certes sous les deux mandats d'Alberto Fujimori que la violence politique qui avait embrasé le Sud andin a été en grande partie contrôlée, mais la répression et le conflit lui-même ont créé des rancœurs dont les effets sont complexes. Par ailleurs, si la politique d'assistance sociale qui a accompagné l'ajustement structurel de ces mêmes années a permis à Alberto Fujimori de constituer des réseaux clientélistes là où l'État est intervenu, cette présence, par sa nature même, ne pouvait pas être générale et ne semble pas avoir entraîné un mouvement politique de fond appuyé sur un militantisme actif. Martha Chávez, candidate du fujimorisme aux élections présidentielles en 2006, n'avait obtenu qu'un score très marginal (7,4 %). A Lima, Keiko Fujimori était au même moment la députée la mieux élue du pays, ce qui accreditait la très forte personnalisation de ce mouvement et son assise métropolitaine. Dans la capitale, son discours prônant la « main de fer » pour contrôler la délinquance et éviter la réapparition d'actes terroristes contribue à sa popularité. C'est effectivement lors du premier mandat de son père qu'un coup fatal a été asséné au Sentier Lumineux, avant que les populations urbaines aient autant souffert de la répression que celles des campagnes. La répartition des députés confirme cette différence d'implantation : sur les 13 députés fujimoristes sortants, 8 étaient élus à Lima-Callao.
- 13 Luis Castañeda, ancien maire de Lima, a quelques appuis dans sa province natale. Cependant, il a constitué son équipe essentiellement autour de ses collaborateurs au cours de sa carrière à l'Institut péruvien de la Sécurité Sociale et à la mairie de Lima, où il fut élu plusieurs fois comme conseiller puis qu'il conquiert en 2002 grâce à son alliance éphémère avec le Parti Populaire Chrétien. Pour les élections de 2011, il s'est finalement allié avec un parti constitué d'un groupe d'économistes travaillant comme consultants à Lima, *Todos por el Perú* (Meléndez, 2011).
- 14 Alejandro Toledo lui-même, bien que disposant *a priori* de la possibilité de collecter des appuis en province, avait constitué son équipe présidentielle autour de proches liméniens, caractérisés par leurs compétences techniques et leur participation à son gouvernement antérieur bien plus que par leur enracinement dans une région (Vera, 2011). Les deux seuls députés sortants de *Perú Posible* (Carlos Bruce et David Waisman) étaient élus à Lima.
- 15 En revanche, le Parti Nationaliste Péruvien (PNP) avait su construire des réseaux sur l'ensemble du pays. Les élections de 2006 avaient donné à ce parti, créé deux ans auparavant, 45 députés lui permettant de s'implanter dans la totalité des 24 départements¹⁰ du pays. Rappelons qu'à l'époque, Ollanta Humala l'avait emporté dans l'ensemble des régions andines

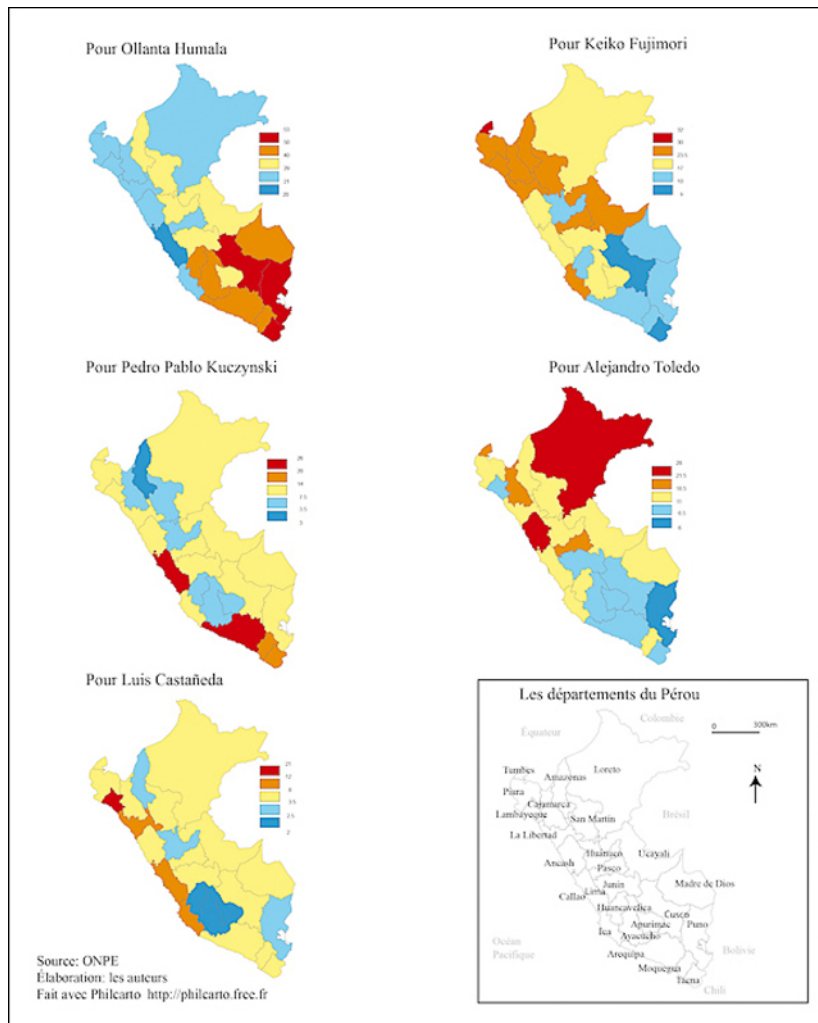
et de l'Amazonie. A la suite de ces élections, il a mis en place une stratégie pour renforcer ses relais dans tout le pays. Outre l'alliance avec de petits partis de gauche, il s'est rapproché d'un ensemble de mouvements régionaux basés dans des départements du Sud et Centre andins (Arequipa, Apurímac, Cusco, Junín, Puno) et, dans une moindre mesure, sur le piémont côtier (Piura) ou en Amazonie (Madre de Dios) (León, 2011). Le PNP a par ailleurs flirté avec le mouvement politique créé par Alberto Pizango, le leader de la défense des intérêts des indiens de l'Amazonie péruvienne, dont certains membres se sont présentés dans l'alliance *Gana Perú*.
 16 Seul, paradoxalement, le *gringo* Pedro Pablo Kuczynski disposait également d'un poids dans plusieurs régions du pays, en ayant choisi de se présenter pour l'alliance « pour le grand changement ». Cet ensemble disparate, formé pour l'occasion, portait les intérêts les plus divers. Il incluait en effet un parti ancien, le Parti Populaire Chrétien (PPC), bien implanté à Lima où sa candidate, Lourdes Flores Nano, avait failli emporter la mairie en 2010, mais aussi l'Alliance pour le Progrès de l'entrepreneur César Acuña, maire de Trujillo dans le Nord côtier proche de Lima et le Parti Humaniste de Yehude Simón, un homme venant de la gauche, ancien Président Régional de Lambayeque, encore plus au nord. Le candidat à la vice-présidence en était Máximo San Román, entrepreneur né dans une famille paysanne du Sud andin et ayant postulé deux fois à la Présidence régionale de Cusco (Vilca, 2011). Cela n'empêcha pas le Parti Nationaliste de s'emparer du Sud andin.

Le succès massif de Ollanta Humala dans le Sud andin

- 17 Les résultats du premier tour confirment le succès de la stratégie du Parti Nationaliste Péruvien dans le Sud andin. Celui-ci a voté de façon massive pour Humala. En revanche, les électeurs des autres régions du pays ont largement réparti leurs voix entre les différents candidats, comme le montrent les cartes de l'illustration 1.
- 18 Cette configuration spatiale n'est par ailleurs pas originale en soi. Le Sud « andin » - les régions des hauteurs et le piémont amazonien - a la particularité de voter de façon globalement homogène, en opposition le plus souvent à Lima et au Nord du pays. Ces territoires sont très liés entre eux à travers les flux économiques et migratoires et par une histoire commune d'opposition au pouvoir central¹¹. C'est ce que montrèrent les cartes réalisées par C. Lavrard-Meyer : ce Sud vota plus pour la gauche (*Izquierda Unida*) entre 1978 et 1995 que le reste du pays. Il vota en revanche moins pour les partis de la droite conservatrice (dont le PPC, toujours présent en 2011 dans l'alliance portée par Pedro Pablo Kuczynski) que le reste du pays sur la même période (Lavrard-Meyer, 2007).
- 19 Cette habitude de vote « contestataire » peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'activité des militants ; la rivalité des élites locales, en particulier de Cusco, l'ancienne capitale inca, avec l'élite liménienne ; le fait que la majorité de la population, de langue quechua ou aymara, ne se reconnaisse pas dans le Pérou hispanophone de la côte et du Nord ; l'histoire agraire, marquée par les conflits entre population locale et haciendas et l'importance actuelle de la petite paysannerie. C'est ainsi que le Sud a pu voter pour Alberto Fujimori en 1990, car il ne venait pas de l'élite liménienne traditionnelle, contrairement à Mario Vargas Llosa, et avait été recteur de l'Université agraire, ce qui le liait aux campagnes. De même, Alejandro Toledo avait profité en 2000 puis en 2001 de son origine paysanne et andine, tout en portant une option démocratique de centre modéré, contre des opposants de l'élite créole liménienne, Alan García de l'APRA et Lourdes Flores Nano du PPC.
- 20 En 2006, contre Alan García, et alors qu'Alejandro Toledo ne se présentait pas, Ollanta Humala avait logiquement emporté les élections dans le Sud andin (voir M. Durand et H. Godard, 2007). En 2011, le candidat Alejandro Toledo aurait pu prétendre lui disputer ces votes, mais ne s'en est pas donné les moyens d'un point de vue stratégique. Pedro Pablo Kuczynski a effectivement tiré parti de sa stratégie d'alliances en région. Il a obtenu des scores honnêtes dans les provinces¹² les plus urbaines du Sud andin : plus de 21 % des votes émis dans la province de Cusco, plus de 14 % des voix dans la province de Puno, soit, dans l'un et l'autre cas, le deuxième meilleur score après Ollanta Humala. Cependant, si une partie des électeurs du Sud andin préfère sans doute, à un membre de l'élite créole, perçu comme arrogant et corrompu, un « étranger » supposé plus honnête (ou plus naïf), plus efficace et

plus susceptible de drainer des appuis extérieurs, Pedro Pablo Kuczynski était loin de pouvoir déclencher le même phénomène d'identification que Ollanta Humala. Sa proposition politique pouvait sans doute remporter une certaine adhésion dans des villes andines favorisées par l'ouverture économique libérale et le boom des activités commerciales et touristiques, mais guère dans des campagnes restées à l'écart de ces dynamiques. Dans ces dernières, Pedro Pablo Kuczynski a au contraire réalisé des scores très faibles, moins de 1 % dans certaines provinces, autour de 2 à 6 % dans la majorité d'entre elles.

Illustration 1 - Les points forts et les points faibles des différents candidats au premier tour : pourcentage des votes exprimés en leur faveur, par département



Source : ONPE ; élaboration : Evelyne Mesclier et Alexis Sierra avec Philcarto(<http://philcarto.free.fr>), méthode de discrétisation selon écart à la moyenne.

21

Avec le vote massif du Sud andin, qui représente près de 23 % des électeurs¹³, et un minimum de voix dans toutes les autres régions, Ollanta Humala s'assurait pratiquement une place au second tour. Il pouvait plus facilement se projeter dans la suite de la campagne et modérer son discours. Le débat entre tous les candidats organisé deux semaines avant le premier tour était éclairant : courtois, voire lisse, Humala avançait posément ses propositions les plus consensuelles sans renier son discours nationaliste, insistant sur le rôle des petites et moyennes entreprises et n'attaquant ses adversaires que pour souligner qu'ils avaient été d'une manière ou d'une autre au pouvoir. À l'inverse, chacun des autres candidats tentait de montrer qu'il était le mieux placé pour battre le candidat nationaliste. Face à l'assise obtenue par celui-ci, il restait aux autres candidats à se partager les voix entre une petite proportion du Sud et une grande proportion du Nord. Cela accentua les divisions entre les candidats modérés et profita finalement à la deuxième candidature « inacceptable », celle de Keiko Fujimori.

L'adhésion mitigée des régions du Nord et du Centre au modèle néolibéral

- 22 L'opposition du Sud andin au modèle économique et politique dominant s'est exprimée de façon encore plus massive au second tour qu'au premier (illustration 2), gagnant en intensité comme en extension géographique. Mais elle n'aurait pas été suffisante pour faire gagner Ollanta Humala si les régions du Nord et du Centre, plus peuplées, avaient marqué une adhésion sans faille à ce modèle. Or, tel n'a pas été le cas. A petite comme à grande échelle, on a constaté partout lors de ces élections que la création de richesses des deux dernières décennies n'avait pas suffi à vaincre les résistances suscitées par les effets négatifs d'une exploitation des ressources souvent peu respectueuse de l'environnement comme des sociétés locales.

De rares régions acquises au modèle néolibéral

- 23 Une partie des électeurs du Nord, du Centre et de la Côte en général ont voté au premier comme au second tour pour des candidats défendant le modèle néolibéral. Certains départements ont appuyé dès le départ Keiko Fujimori, alors que quelques autres se sont ralliés par la suite à sa candidature, après avoir d'abord soutenu un ou des postulants conservateurs.
- 24 C'est dans le Nord d'une part, en Amazonie centrale, d'autre part, que Keiko Fujimori a fait ses meilleurs scores au premier tour. Dans le Nord côtier¹⁴, elle a peut-être bénéficié du report des voix de l'APRA, traditionnellement très présent dans cette région berceau des grands domaines sucriers du XX^e siècle, d'où il tire son origine¹⁵. Le leader de l'APRA, Alan García, a été plusieurs fois accusé de manquer à l'obligation de neutralité de sa fonction présidentielle, en avantageant de façon dissimulée Keiko Fujimori¹⁶. En ce qui concerne l'Amazonie, qui représente un poids électoral faible¹⁷, Keiko Fujimori souhaitait continuer l'œuvre de distribution de biens initiée par son père auprès de ces populations isolées et pauvres, que son régime se vantait par ailleurs d'avoir sauvé des affres du terrorisme. La candidate en a abondamment cité en exemple des localités pendant sa campagne.
- 25 Le modèle néolibéral était également incarné par deux autres candidats, Pedro Pablo Kuczynski et Luis Castañeda. Au-delà de Lima, le premier a fait ses meilleurs scores dans les départements du Sud côtier, Arequipa, Moquegua et Tacna. Le second a lui aussi obtenu ses meilleurs scores sur la côte, dans son fief de Lambayeque (son département de naissance, où il était néanmoins devancé par Keiko Fujimori) et dans le département voisin de La Libertad, comme à Ica, au sud de Lima. Ces répartitions géographiques se sont en partie maintenues lors du second tour. Le Nord côtier est le seul ensemble régional où Keiko Fujimori l'a emporté au second tour sur Ollanta Humala. Ica est le seul département du Sud où le score de Ollanta Humala est resté en deçà de 60 % au second tour ; en revanche, les bons scores obtenus par Kuczynski dans d'autres départements du Sud n'ont pas suffi à y empêcher un raz-de-marée final pour Ollanta Humala.
- 26 On peut remarquer que ces départements côtiers sont ceux qui ont le plus participé au développement de l'agriculture d'exportation au cours des deux dernières décennies. Arequipa, Ica, Moquegua et Tacna sont aussi les seuls, en dehors de l'agglomération liménienne, où le PIB par habitant dépassait 7000 soles en 2009 (INEI, <http://www.inei.gob.pe/>), ce chiffre n'étant bien sûr qu'une moyenne ne rendant pas compte des inégalités. Comme Lima, les grandes villes de ces régions ont été transformées par l'apparition de nouveaux *malls* regroupant les grandes enseignes commerciales, le développement de l'infrastructure touristique, l'éclosion des universités privées, entre autres. Ces dynamiques ont sans doute pesé dans le choix des électeurs.

Des positions très réservées dans les aires rurales

- 27 Certaines régions ont beaucoup moins profité que d'autres du virage vers le modèle que l'économiste Efraim Gonzales de Olarte a caractérisé comme « *primario-exportateur et de services* » basé sur les devises de l'exportation minière avant tout et permettant la croissance du secteur tertiaire (Gonzales de Olarte, 2007). Les devises sont réinvesties dans les très grandes villes : activités financières, commerciales, surtout dans la capitale Lima. Ces activités

n'apparaissent que tout dernièrement dans les villes moyennes et sont absentes des aires rurales.

28 Par ailleurs, ces aires rurales ont souvent souffert des politiques néolibérales mises en place par le régime d'Alberto Fujimori et poursuivies par les présidents suivants, Alejandro Toledo puis Alan García. La croissance est en effet basée sur l'exploitation des ressources naturelles. Cette dernière est réalisée par de grands entrepreneurs, qui tendent à accaparer certaines ressources, foncières et hydriques, quitte à épuiser ces dernières. L'économie extractive a provoqué des pollutions de l'eau, des sols et de l'air. Les conflits liés à l'exploitation des ressources et aux conditions environnementales se sont ainsi multipliés durant le mandat d'Alan García.¹⁸ L'hostilité des populations a été d'autant plus vive que les bénéfices de ces exploitations partent vers les villes ou à l'étranger. Les événements de Bagua, en 2009, ont symbolisé, aux yeux du pays comme du monde, la violence de l'opposition des populations locales à de nouvelles dispositions législatives favorisant l'accès des investisseurs à leurs ressources. Ils ont aussi empêché que surgisse la candidature d'un des protagonistes, Pizango, obligé de fuir. Le père Marco Arana, qui s'est fait connaître par ses dénonciations des conséquences de l'activité minière dans la région proche de Cajamarca, n'a pu quant à lui constituer une alliance autour de son nom. C'est donc finalement en grande partie Ollanta Humala qui capitalisa l'opposition au modèle dominant depuis les aires rurales.

29 Une revue spécialisée sur le monde agraire a souligné le fait que les départements les plus ruraux du pays avaient exprimé au premier tour une volonté de changement, en plaçant le plus souvent Ollanta Humala en tête et Keiko Fujimori en deuxième position. Ces départements les plus ruraux appartiennent pour cinq d'entre eux au Sud andin, mais trois, Amazonas, Cajamarca et Huánuco, sont situés dans le Nord ou le Centre. Seul Cajamarca, dans le Nord, avait placé en tête Keiko Fujimori au premier tour, à très peu de distance du candidat nationaliste, mais celle-ci n'a pu conserver son avance, sauf dans le chef-lieu de département.

30 La capacité d'Ollanta Humala à refaire une partie de son retard dans le Nord ou le Centre, voire à s'imposer localement, a aussi été liée à ses efforts pour se concilier le vote des agriculteurs vivant dans les bourgs et petites villes côtiers. Ainsi, il s'était réuni en 2010 avec des travailleurs de l'ancienne coopérative sucrière de Tumán (département de Lambayeque), qui a été transformée en société anonyme dans la deuxième moitié des années 1990 mais dont les ex-membres, détenteurs de parts, conservent un rôle important dans la gestion. Il a proposé de les aider à trouver un associé stratégique, tout en précisant qu'il soutiendrait leur participation à l'actionnariat¹⁹. Il s'est exprimé à nouveau en mai, entre les deux tours, à Chiclayo, la capitale régionale, sur le problème complexe de la loi qui sanctuarise le patrimoine des entreprises sucrières pour éviter la monopolisation des actions, mais aux dépens de leurs créanciers, petits ou grands – dont les travailleurs eux-mêmes²⁰. Le district de Tumán et son voisin Pomalca, qui connaît la même problématique, ont voté à 30 % pour Ollanta Humala au premier tour et l'ont légèrement favorisé dans leur vote au second tour, alors qu'ils sont situés l'un et l'autre dans le Nord côtier largement acquis à Keiko Fujimori. En revanche, le district également voisin de Cayaltí, dont l'ex-coopérative sucrière s'est enfoncée dans une crise sociale profonde, a voté largement pour Keiko Fujimori. La ville moyenne de Chiclayo, très proche de son hinterland rural, a finalement partagé ses votes à peu près équitablement entre les deux candidats.

Des villes moyennes à peine plus favorables au modèle néolibéral que leurs campagnes

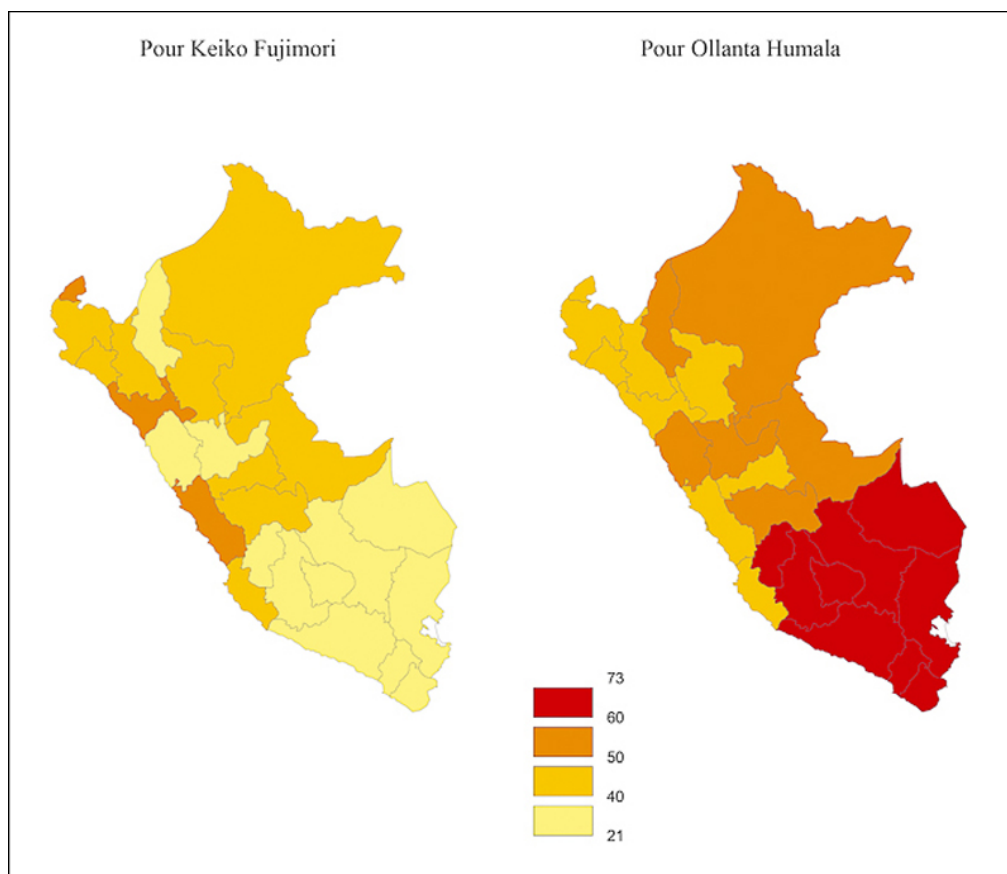
31 Les sondages réalisés entre les deux tours ont montré une nette préférence de l'électorat urbain pour Keiko Fujimori. Cependant, cette avance est due surtout au poids de l'agglomération de Lima/Callao. Les deux candidats ont été au coude à coude dans les villes de province si on les prend globalement. Plusieurs centres-villes du Centre et du Nord, dans les Andes ou en Amazonie, ont apporté au second tour leurs suffrages au candidat nationaliste, mais avec une majorité peu importante : Huancayo (56 %), Iquitos (57 %), Pucallpa (52 %).

32 Dans ce pays urbanisé à 75,9 %²¹, la croissance économique a de préférence favorisé les villes, surtout quand elles se situent sur le littoral. Ainsi, l'électrification, déjà à un niveau

élevé (77 % des logements urbains du Pérou disposaient de la connexion au réseau en 1993), est passée à 89 % en 2007 et se poursuit depuis. L'équipement commercial, symbolisé par des *malls* nommés *plazas*, a progressivement transformé le paysage urbain. La classe moyenne s'est développée, et avec elle l'équipement domestique. Les villes sont également plus sensibles aux variations du commerce extérieur et perméables aux opinions étrangères, car elles sont des relais de la mondialisation économique et de celle des idées. Les services urbains ont fonctionné ou se sont développés avec des capitaux extérieurs. La crainte de voir les investisseurs se détourner du pays a donc pu jouer en faveur de Keiko Fujimori.

33 Les enquêtes d'opinion réalisées l'année précédant le scrutin²² montrent cependant un tableau plus nuancé que ne le laissaient prévoir les commentateurs politiques et la presse et qui pourrait expliquer un rejet moins radical qu'attendu d'Ollanta Humala. Certes, elles témoignent du fait que les citoyens sont très favorables à l'investissement étranger et à tout ce qui peut le favoriser²³. La seule exception concerne le Chili, qui suscite une méfiance populaire très forte, conséquence sans doute d'un discours nationaliste développé depuis la Guerre du Pacifique²⁴. Certes, les citoyens sont encore massivement favorables à l'économie de marché et à ce que les prix soient fixés par le libre jeu de la concurrence (à 62 %, les scores les plus faibles étant enregistrés dans les catégories les plus pauvres, qui l'approuvent encore à 51 %). En revanche, ces mêmes enquêtes montrent qu'ils ne sont pas défavorables à une intervention de l'État. Seulement 16 % souhaitent que toutes les entreprises soient privées alors que 52 % préfèrent qu'il y ait aussi bien des entreprises privées que publiques. Ils sont même 30 % (et 41 % dans les secteurs les plus pauvres) à préférer une société dans laquelle la majeure partie des entreprises sont publiques. Ces chiffres montrent qu'il existe un terreau favorable à une réorientation partielle de la politique économique vers une intervention plus grande de l'autorité publique dans ses différentes composantes (gouvernement central, régional, local). Les différents candidats ne s'y étaient pas trompés qui, bien que globalement en faveur du libéralisme économique (sauf Ollanta Humala), avaient un discours de restauration de la puissance publique. Même Pedro Pablo Kuczynski, lors du débat du premier tour, parlait de politiques publiques à développer et de planification. Cependant, dans ce discours, c'était bien Ollanta Humala qui apparaissait le plus crédible, du fait de son parcours politique.

Illustration 2 - La nette victoire de Ollanta Humala au 2^e tour - pourcentage des votes exprimés en faveur des candidats, par département



Source : ONPE ; élaboration : Evelyne Mesclier et Alexis Sierra avec Philcarto(<http://philcarto.free.fr>).

La progression d'Ollanta Humala à Lima

34 Dans un pays de 28 millions d'habitants²⁵ et 16,7 millions d'électeurs²⁶, l'agglomération Lima/Callao représente près d'un tiers de la population péruvienne (8,5 millions d'habitants) et plus du tiers (35 %) de l'électorat (5,834 millions d'électeurs). Une maxime dit que Lima ne peut faire gagner une élection présidentielle à elle seule, mais qu'aucun candidat ne peut gagner contre Lima. Elle a certes été démentie lors de ces élections mais c'est sans doute en ayant conscience du poids de Lima qu'Ollanta Humala a orienté sa stratégie de campagne et finalement obtenu un score suffisant dans la capitale pour l'emporter.

La singularité du contexte économique et politique métropolitain

35 Par rapport au pays et même aux autres grandes villes, l'agglomération Lima/Callao marque nettement sa différence. La croissance économique y a été plus forte qu'ailleurs. Alors que la situation de la capitale s'était dégradée dans les années 80, la période d'ouverture et de croissance a transformé son paysage. Plus de la moitié de la croissance du secteur immobilier s'y est effectuée lors des cinq dernières années. Des stations balnéaires rupines s'y sont véritablement constituées dans les districts du sud de l'agglomération comme Santa María del Mar (51,5 % pour Kuczynski au premier tour). De nouveaux ensembles résidentiels et de loisirs ont ouvert dans l'Est et le Nord. De grands centres commerciaux offrant un large choix de produits d'importation ont vu le jour, dont le Jockey Plaza, inauguré en 1997 à côté de l'hippodrome, est le symbole. Des tours de verre et d'acier sont apparues comme celle d'une trentaine d'étages de l'hôtel de luxe Westin, qui domine le centre des affaires constitué à San Isidro (61,5 % pour Kuczynski). D'autres centres d'affaires secondaires se constituent comme Cronos, dans le district de Surco, afin d'attirer les entreprises étrangères. Un urbanisme de projet a été initié autour d'opérations comme celle de la Costa Verde, avec l'aménagement de parcs, d'équipements sportifs, de nouvelles voies, et la construction de Larcomar, le centre commercial accroché aux falaises de Miraflores (58 % pour Kuczynski).

- 36 Ceux qui sont passés de pauvres à un peu moins pauvres lors des dix dernières années, ou encore de petits entrepreneurs à entrepreneurs émergents, ne veulent pas d'un changement de modèle et furent hostiles à Ollanta Humala. Le souvenir du premier gouvernement d'Alan García, marqué par une politique économique hétérodoxe (non paiement de la dette, utilisation de la « planche à billets »...), et de la situation dramatique qu'elle avait engendré, est encore très présent dans la mémoire de l'électorat plus âgé. L'environnement économique favorable des années 2010 et l'amélioration des conditions de vie de la petite classe moyenne comme de la classe moyenne supérieure ont influencé l'opinion en faveur des choix des gouvernements néolibéraux. A Lima, le traité de libre échange avec les États-Unis était approuvé par 57 % des sondés, alors qu'il ne l'était que par 37 % dans le Sud du pays. L'inauguration de la station LNG pour l'exportation du gaz était perçue positivement par 59 % des liméniens contre 31 % dans le reste du pays (Torres, 2010).
- 37 Cette opinion apparemment très favorable au modèle néolibéral est cependant susceptible d'évoluer. Après une campagne à rebondissements et des résultats extrêmement serrés, c'est un parti de gauche, *Fuerza social* (FS), qui avait emporté la mairie métropolitaine à Lima en 2010. Sa représentante, Susana Villarán, était devenue maire de la capitale face à Lourdes Flores Nano, l'ancienne candidate présidentielle, dirigeante du PPC (Sierra, 2011). Les relations entre FS et le Parti Nationaliste d'Ollanta Humala sont certes ambiguës. Ce sont moins les possibilités d'alliance ou de soutien direct que nous retenons ici que l'évolution du regard porté sur la gauche et sur l'idée même de changement politique. Dans ce contexte opportun, la campagne du second tour a été décisive notamment pour capter ou pour empêcher que ne soit capté l'électorat des candidats recalés.

Un champ de bataille complexe

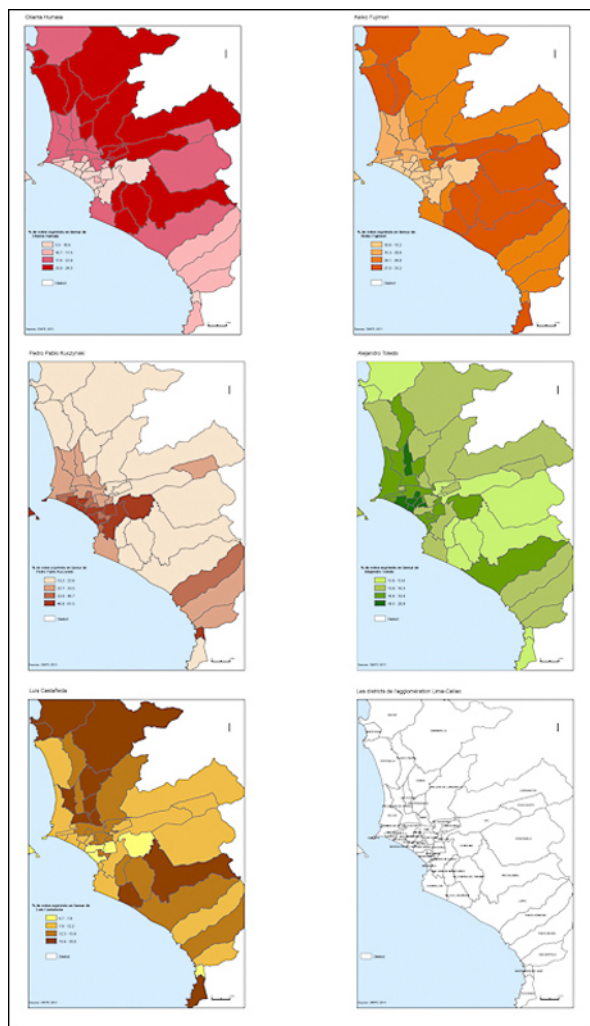
Tableau 2 - Les pourcentages de votes valides au premier tour

	Kuczynski	Fujimori	Humala	Toledo	Castañeda	Blancs-nuls
Lima MML	28,1	21,6	20,5	15,8	13,4	7,7
Callao région	28,6	21,8	21,5	16,5	10,5	8,6
Total national	18,5	23,5	31,7	15,6	9,8	6,3

Source : ONPE.

- 38 A la différence de ce qui s'est produit à l'échelle nationale, dans l'agglomération de Lima, les suffrages du premier tour se sont largement répartis entre les différents candidats (illustration 3). Autrement dit, Ollanta Humala et Keiko Fujimori devaient conquérir leur suffrage du deuxième tour. Au soir du premier tour, Ollanta Humala n'était en tête à Lima que dans 7 districts du nord-est de l'agglomération, largement périphériques. Keiko Fujimori était en tête dans 12 districts, tous également périphériques. Cette avance en termes de juridictions ne représentait que peu en termes de voix puisque Keiko Fujimori ne devançait que d'un pourcent le candidat nationaliste à Lima et que les deux prétendants étaient au coude à coude dans les districts de la province de Callao. Par ailleurs, leur score était faible dans le cœur de la ville.

Illustration 3 - Le vote du premier tour : deux centre et trois périphéries



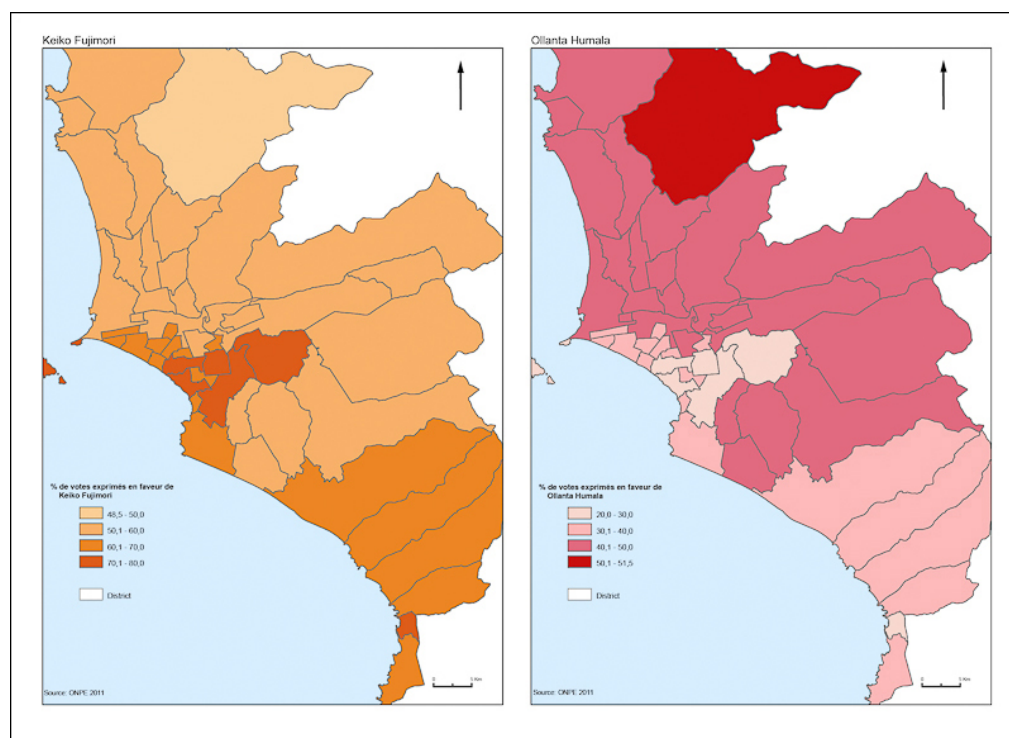
Source : ONPE 2011 ; réalisation : Liliana Paz.

- 39 Les quartiers centraux de l'agglomération de Lima, dans un triangle situé entre La Punta à Callao, La Molina à l'Est et Barranco au Sud, ont placé largement en tête Pedro Pablo Kuczynski. Dans 6 districts parmi les plus huppés, il a même atteint la majorité absolue. Ici la population a pu s'identifier plus facilement à ce descendant d'Européens et a surtout reconnu son rôle dans l'affirmation de la croissance économique. Kuczynski a su, paradoxalement et bien qu'étant le plus âgé de tous les candidats, attirer aussi l'électorat jeune par son style apparemment simple, une attitude rassurante, une campagne moderne utilisant les réseaux sociaux sur internet et une touche d'humour symbolisée par le « PPKuy », sa mascotte à l'image d'un cochon d'Inde²⁷. Alejandro Toledo, dont la base électorale est la classe moyenne, aurait dû logiquement faire un score élevé à Lima. Cependant, il a très directement souffert de la candidature de son ancien ministre. Il réalise ses meilleurs scores dans les quartiers centraux les moins huppés et dans la partie la plus « consolidée »²⁸ du Nord, précisément les districts où vit la classe moyenne : employés, professions intellectuelles et artistiques. Enfin, Luis Castañeda aurait pu espérer capitaliser son expérience de maire de Lima sur deux mandats. Son résultat, décevant, montre, ici comme dans d'autres pays, que sur un même territoire, pour un même électorat, une élection municipale et une élection présidentielle n'ont pas la même signification. Un maire *a priori* populaire ne suffit pas à faire un bon candidat présidentiel. La répartition de son vote est intéressante parce que, bien que classé à droite et prônant une politique économique libérale, son assise électorale se situe dans les districts populaires, qu'ils soient périphériques (au nord et au sud) ou situés dans le vieux Centre. Ces populations étaient celles visées par sa campagne, plutôt populiste, rappelant son rôle dans la construction d'infrastructures pour les quartiers pauvres.

Une très bonne défaite

40 Tout comme Pedro Pablo Kuczynski, Luis Castañeda avait appelé à voter pour Keiko Fujimori au second tour. La somme de leurs voix dépassait de beaucoup celles d'Alejandro Toledo, qui avait appelé à voter pour Ollanta Humala. Dans une ville par ailleurs favorable à la poursuite du modèle économique dominant, ces reports devaient favoriser Keiko Fujimori, qui avait ses propres atouts, à travers les réseaux clientélistes constitués par son père. Celui-ci avait donné des terres aux pauvres, envoyé l'armée ouvrir des avenues, permis le lotissement et l'autoconstruction, comme Pachacutec à Ventanilla au nord de l'agglomération. Le parti fujimoriste s'est également appuyé sur les cantines populaires, pour lesquelles il fournissait des ustensiles de cuisine et des vivres²⁹. Tous ces éléments ont contribué à sa nette victoire à Lima, avec près de 58 % des voix à Lima et 57 % à Callao, sans suffire à placer Keiko Fujimori en tête à l'échelle nationale.

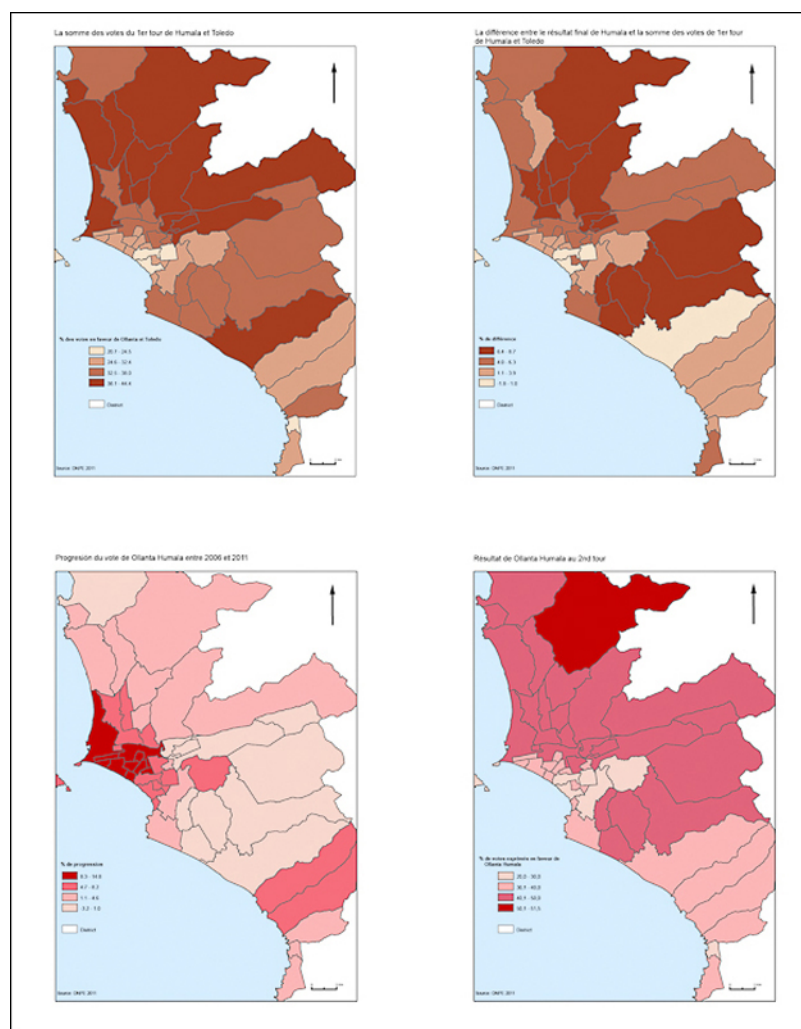
Illustration 4 - Keiko Fujimori gagne Lima mais Ollanta Humala résiste fortement dans les districts populaires



Source : ONPE 2011 ; réalisation : Liliana Paz.

41 Ollanta Humala, compte tenu de son avance dans le reste du pays, n'avait en effet besoin à Lima que d'une très bonne défaite pour assurer son accession à la Présidence. Or, il a effectivement fortement progressé entre les deux tours et en comparaison avec le second tour de 2006. En moyenne, l'écart positif est de plus de 5 % à Lima/Callao par rapport à 2006. Le plus surprenant, c'est que cette progression est encore plus forte dans les districts centraux, ceux-là même qui lui sont *a priori* les plus défavorables (illustration 4). Sur les districts compris dans le triangle La Punta-La Molina-Barranco (et en incluant les districts anciennement précaires du Callao), il progresse en moyenne de plus de 9 % entre les deux élections. Dans les quartiers périphériques ou intermédiaires, au contraire, les variations sont faibles depuis 2006, voire négatives.

Illustration 5 - Ollanta Humala capte les votes de Toledo et Casteñada



Source : ONPE 2011 ; réalisation : Liliana Paz.

- 42 Cet apparent paradoxe se résout si on considère le changement de contexte depuis 2006. Parce qu'il s'engage à la concertation avec un discours moins radical qu'au premier tour, et parce que le rejet de Keiko Fujimori est bien supérieur à celui qu'avait soulevé Alan García en 2006, Ollanta Humala est parvenu à recevoir l'appui au second tour d'Alejandro Toledo, comme des intellectuels derrière Mario Vargas Llosa, qui apportent des voix de droite. Le résultat final correspond souvent à l'addition de ses scores avec ceux d'Alejandro Toledo, tout particulièrement dans les districts du centre (illustration 5). Prenons le cas de San Isidro, qui représente le district central le plus aisé. Au second tour de 2006, Ollanta n'obtenait que 14 % des votes. Au premier tour de 2011, il y est marginalisé avec 5,5 % des suffrages. Pourtant, au second tour de 2011, il dépasse les 20 %, soit 6 % de plus qu'en 2006, au-dessus de sa progression moyenne à Lima. On peut raisonnablement penser que les 15 % de Toledo se sont globalement reportés sur son nom. L'influence des professions intellectuelles et artistiques a sans doute été plus grande que leur nombre, surtout dans cet environnement urbain et métropolitain. La classe moyenne intellectuelle n'a pas bénéficié de la croissance dans la même proportion que l'élite économique. C'est tout particulièrement vrai pour les enseignants. La campagne électorale avait globalement mis l'éducation dans le débat et Alejandro Toledo en avait fait son cheval de bataille prioritaire. L'ensemble des professions intellectuelles ont également pu être sensibles à un discours nationaliste de gauche face au développement d'une société consumériste mondialisée. En retour, cette frange de l'électorat a pu donner une caution démocratique et humaniste à un candidat moins menaçant pour les libertés que la fille d'Alberto Fujimori. Sans faire de correspondances abusives, nous pouvons remarquer que la carte de la répartition des professions intellectuelles et artistiques à Lima correspond à celle des

plus fortes progressions de Humala entre 2006 et 2011. Les employés de la fonction publique, qui ont particulièrement souffert du modèle économique impulsé par Alberto Fujimori, ont pu finalement préférer le candidat nationaliste porteur d'une défense du service public.

43 Le comportement électoral de la population ne semble pas la même selon les districts. La correspondance entre les résultats du second tour et l'addition des scores des candidats selon leur choix de report est bonne dans les districts centraux. Autrement dit, dans ces districts les citoyens semblent suivre les consignes des leaders politiques. Tel n'est pas le cas dans les autres districts, où l'incertitude quant aux résultats semble beaucoup plus grande. C'est pourquoi, globalement, Ollanta Humala ne fait pas que capter l'électorat d'Alejandro Toledo. En moyenne, sur la province de Lima, il dépasse de près de 6 % cette simple addition, les records étant à Villa El Salvador et Carabayllo, où il gagne 8 % de plus que ce que pouvait lui apporter Toledo. Deux hypothèses sont à formuler, dans la mesure où le nombre total de votants est resté quasiment le même³⁰ : soit il a capté une part du vote pour Luis Castañeda, soit il a capté une part du vote de Pedro-Pablo Kuczynski. Si les deux options se sont vraisemblablement combinées, c'est indubitablement la première option qui est la plus probable. L'addition des scores Ollanta + Toledo est d'autant plus dépassée que le district a fortement voté pour Castañeda. Ainsi, à Villa El Salvador, où Luis Castañeda réalise 17 % environ, Humala améliore de 8,5 % le score qu'il aurait fait avec le simple apport de Toledo. L'électorat urbain populaire a donc préféré le candidat nationaliste. Carabayllo est un district urbain intéressant à plus d'un titre. C'est le seul, dans l'agglomération, qui lui donne la majorité absolue (51,5 %). C'est également, après Villa El Salvador, celui où son résultat final dépasse le plus fortement l'apport potentiel de Toledo (+8 %). Luis Castañeda y avait fait un de ses meilleurs scores (17,6 %). Or, il s'agit d'un district urbain fortement marqué par une migration récente provenant de la province et des régions rurales. L'urbanité y est d'une certaine façon marquée par des modes de vie extérieurs à l'agglomération.

44 Aussi peut-on dire que, dans ces mêmes catégories populaires, Keiko Fujimori n'a pas réussi à attirer sur son nom et serait apparue trop proche de l'élite malgré son discours populiste. Et qu'*a contrario*, Ollanta aurait réussi à limiter le transfert vers sa rivale de l'électorat des candidats lui étant hostiles, en jouant à la fois de sa popularité dans les populations issues des campagnes et de sa moindre association à des exactions contre les droits de l'Homme. En dénonçant avec insistance, lors de la dernière semaine de la campagne, les stérilisations forcées des femmes lors de la présidence d'Alberto Fujimori, il réussissait à effacer l'image machiste conservatrice que lui avait forgée l'élite liménienne. Il renforçait le rejet du fujimorisme avec ce slogan de fin de campagne : « conmigo hay dudas, con ella hay pruebas » : « avec moi il y a des doutes, avec elle il y a des preuves ».

45 Dans tous les cas, la stratégie et le discours du candidat nationaliste ont été en phase avec une partie du vote liménien et lui ont permis de gagner des votes dans le plus grand réservoir d'électeurs du pays, chaque point gagné à Lima représentant plus de 50 000 voix.

Conclusion

46 Malgré la croissance économique, les électeurs péruviens ont finalement choisi de changer de modèle, un peu contre leur gré pour la majorité d'entre eux.

47 Le Sud andin, proche géographiquement de la Bolivie d'Evo Morales, presque toujours attiré par les candidats remettant en cause l'ordre incarné par Lima et ses élites créoles, a pesé de manière considérable dans l'élection d'Ollanta Humala. D'autres éléments ont joué : les inégalités dans la redistribution des richesses créées par la croissance, les conflits autour des ressources naturelles, au centre du modèle d'exportation, le côté rassurant d'un discours nationaliste dans un contexte d'ouverture rapide et sans nuance aux capitaux et aux économies extérieures. Les électeurs péruviens ont également valorisé la possibilité de conserver une démocratie durement regagnée en 2000, après dix ans d'un libéralisme économique accompagné d'un régime politique extrêmement autoritaire, le « néolibéralisme à la péruvienne » des années 1990 (Gonzales de Olarte, 1998).

48 Au total, d'un point de vue géopolitique, une des surprises de cette élection est peut-être le fait qu'elle n'ait pas provoqué une rupture plus forte entre le Sud d'une part, le Centre et le Nord

de l'autre, ni entre Lima et les grandes villes, d'une part, le reste du pays, de l'autre. Ollanta Humala a gagné des voix en milieu urbain et en milieu rural, et partout dans le pays. Grâce peut-être à cette absence de « pôle » d'opposition, tout le monde a tout de suite reconnu la victoire de Humala et sa légitimité.

49 La composition du gouvernement montre la poursuite de la politique de rassemblement et de concertation. Ollanta Humala s'est employé à rassurer les marchés dès le lendemain de son élection. Il a montré sa volonté de travailler conjointement avec les autres pays latino-américains, favorisant les relations avec le Brésil et la Bolivie plutôt qu'avec le Venezuela. Il n'a pas pour autant renoncé à ses promesses sur la redistribution des bénéfices des activités minières, la sécurité des classes populaires, la lutte contre la corruption, le renforcement des droits des communautés natives. Un certain nombre de lois ont d'ores et déjà été promulguées en ce sens.

50 Au final, ces résultats, nés d'un ensemble d'intérêts communs entre des regroupements électoraux, des territoires et des classes sociales diverses, permettent d'espérer que le pays reste stable tout en progressant autour d'une proposition politique acceptable pour tous, bien loin du « saut dans le vide » que certains pouvaient craindre. Le Président Humala semble avoir pour l'instant surmonté les premières difficultés de son mandat, à la suite de la gestion conflictuelle d'un conflit social lié à l'installation d'une mine dans le nord du pays, qui a amené des changements de ministres sans provoquer de crise majeure.

Bibliographie

Banque mondiale, International Finance Corporation, 2011. Rapport *Doing Business 2012. Entreprendre dans un monde plus transparent*. 36 p.

Bebbington A., éd. 2007. *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología política de transformaciones territoriales*. Lima, IEP-CEPES, 346 p.

Degregori C.I., 2011. "Nuestra élite entiende la modernidad como una caricatura". Revista Argumentos, año 5, n° 3, juillet 2011 (entrevue réalisée par María Isabel Remy).

Durand A., 2011. Tan lejos, tan cerca. Movimientos sociales, conflictividad y el último proceso electoral. *Revista Argumentos*, año 5, n° 2, mai 2011.

Durand M., Godard H., 2007. Las elecciones presidenciales en el Perú en 2006 : un indicador de la segregación socio-espacial y de la protesta social. *Bulletin de l'IFEA*, n° 36, p. 165-170.

Gonzales de Olarte E., 1998. El neoliberalismo a la peruana. *Economía política del ajuste estructural, 1990-1997*. Lima, IEP, 146 p.

Gonzales de Olarte E., 2007. La economía política peruana de la era neoliberal 1990-2006. *Economía peruana*. Lima, PUCP, 16 avril 2007.

Grompone R., Barrenechea R., 2010. Régimen político, improvisaciones institucionales y gobernabilidad democrática en Perú ». In Tanaka, M. et Jácome, F., éd. *Desafíos de la gobernabilidad democrática. Reformas político-institucionales y movimientos sociales en la región andina*. Lima, IEP, p. 113-147.

Jungbluth Melgar W., 2011. El voto rural en primera vuelta y lo que podría suceder en segunda. *La Revista Agraria*. Lima, CEPES, avril 2011, p. 8-9.

Klarén Peter F., 1970. *Formación de las haciendas azucareras y orígenes del APRA*. Lima, IEP, 298 p.

Lavard-Meyer C., 2007. Voto y pobreza en las elecciones presidenciales desde la transición democrática peruana : ¿ puede la democracia estar al servicio de los pobres ? *Bulletin de l'IFEA*, n° 36, p. 159-163.

León C., 2011. El reino de la incertidumbre. Elecciones y alianzas en Fuerza Social y Gana Perú. In C. Meléndez, coord., *Anti-candidatos. Guía analítica para unas elecciones sin partidos*. Lima, Mitín, p. 109-146.

Manrique N., 1995. *Historia de la República*. Lima, Cofide, 333 p.

Mariátegui J.C., 1999 [1928]. *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*. Lima : Biblioteca Amauta, 350 p.

Meléndez C. (coord.), 2011. *Anti-candidatos. Guía analítica para unas elecciones sin partidos*. Lima, Mitín, 278 p.

- Meléndez C., 2011. El partido del silencio. Castañeda Lossio y la evolución de una organización personalista. In C. Meléndez, coord., *Anti-candidatos. Guía analítica para unas elecciones sin partidos*. Lima, Mitún, p. 21-39
- Mesclier É., 2001. De la complementariedad a la voluntad de "aplanar los Andes" : représentations de la naturaleza y pensamiento económico y político en el Perú del siglo XX". *Bulletin de l'IFEA*, 30(3), p. 541-562.
- Murakami Y., Barrenechea R., 2011. Fuerzas y límites del « Fujimorismo sin Alberto Fujimori. In C. Meléndez, coord., *Anti-candidatos. Guía analítica para unas elecciones sin partidos*. Lima, Mitún, p. 71-84
- Palomino M., 2011. Ayacucho : el sur también existe, y el centro, y el oriente... *Revista Argumentos*, año 5, n° 2, mai 2011.
- Sierra A., 2001. Le Pérou. In Bost F. et al., *Images Economiques du Monde 2012*, Paris, Armand Colin.
- Tanaka M., Vera S., 2010. Entre la democracia elitista y los personalismos autoritarios. Reformas institucionales y gobernabilidad democrática en la región andina. In Tanaka, M. et Jácome, F., éd., *Desafíos de la gobernabilidad democrática. Reformas politico-institucionales y movimientos sociales en la región andina*. Lima, IEP, p. 339-364.
- Tanaka M., Barrenechea R., Vera S., 2011. Cambios y continuidades en las elecciones presidenciales 2011. *Revista Argumentos*, año 5, n° 2, Mai 2011.
- Torres A., 2010. *Opinion pública 1921-2021*. Aguilar, Lima
- Vilca P., 2011. Por las rutas de la política regional. Las regiones en la campaña electoral 2011. In C. Meléndez, coord., *Anti-candidatos. Guía analítica para unas elecciones sin partidos*. Lima, Mitún, p. 187-209.
- Waniez Ph., Brustlein V., Romero Jacob C., Rodrigues Hees D., 2007. L'élection présidentielle de 2006 au Brésil : continuité politique, nouvelle géographie électorale. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 63, p. 37-50.

Notes

- 1 Il a été classé en 3^e position des « marchés émergents les plus prometteurs pour les investisseurs » derrière la Chine et la Thaïlande par le Bloomberg Markets Magazine début 2012. On peut également souligner la très bonne place du pays, 2^e pour l'Amérique latine et les Caraïbes et 41^e au niveau mondial en juin 2011, dans le classement « Doing Business » qui signale « un environnement propice aux opérations commerciales » (Banque Mondiale, International Finance Corporation, 2011). Ces bons résultats sont largement commentés dans la presse nationale.
- 2 Cette méthode a, par exemple, été utilisée par Waniez et al. pour comprendre la stratégie grâce à laquelle le Président brésilien Lula a obtenu sa réélection en 2006 (Waniez et al., 2007).
- 3 A la suite du divorce du président en 1994, sa fille Keiko a officiellement pris le titre de *Primera Dama* avec les attributions, notamment dans le domaine caritatif, qui lui sont traditionnellement octroyées.
- 4 Votes non nuls et non blancs, selon la Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE), le bureau national des processus électoraux.
- 5 Voir, sur la faible efficacité de ces mesures pour consolider des partis politiques, Grompone et Barrenechea, 2010.
- 6 Sur les processus ayant entraîné la crise des partis politiques, voir Tanaka et Vera, 2010.
- 7 Terme qui désigne les personnes d'origine rurale et le plus souvent amérindienne, résidant en ville.
- 8 Quotidien El Tiempo de Piura, 6 janvier 2011, cité dans Meléndez (dir.), 2011.
- 9 Terme désignant de façon générale au Pérou toutes les personnes de phénotype nord-européen, qui ne peuvent donc pas être a priori de nationalité péruvienne aux yeux de la grande majorité de la population.
- 10 Le niveau supérieur de la maille politico-administrative.
- 11 Voir les écrits de J.C. Mariátegui (1928) sur la singularité d'un Sud, dominé par le relief andin, qui a conservé ses caractéristiques indigènes, alors que la langue et culture espagnoles ont pris possession de la « côte ». On retrouve au cours du XX^e siècle diverses formulations de cette représentation, par ailleurs critiquée pour son simplisme par des auteurs comme J. Basadre ou V.A. Belaúnde (Mesclier, 2001). Voir par ailleurs l'analyse de N. Manrique (1995) sur la formation des régions économiques au XIX^e siècle.
- 12 La province est le deuxième niveau de la maille politique et administrative du Pérou, entre le district et le département.

13 Nous incluons ici dans ce tiers Sud « andin » les départements de Apurímac, Ayacucho, Cusco, Huancavelica Madre de Dios et Puno.

14 Celui-ci est constitué de départements très peuplés et urbanisés. Tumbes, Piura, Lambayeque et La Libertad comptaient ensemble environ 4,6 millions d'habitants en 2007 selon le recensement de l'INEI, soit environ 17% de la population du pays.

15 Voir à ce sujet l'ouvrage classique de Peter Klarén, 1970.

16 Voir par exemple l'accusation portée le 22 mai 2011 par Mario Vargas Llosa dans le programme *Cuarto Poder*, sur le rôle des Services d'Intelligence, ou encore les doutes exprimés par la revue *Perú21*, qui rapporte le 14 avril 2011 des propos du Président parlant de choisir au second tour entre « un changement radical de modèle économique ou une amélioration sociale ».

17 L'ensemble amazonien, à l'est des Andes, rassemble un peu plus de 13% de la population nationale.

18 Voir pour le début de la période, Bebbington, éd., 2007. Voir également Durand, 2011, qui souligne le rapport entre la multiplication des concessions pétrolières et minières et les conflits socio-environnementaux, puis analyse les liens entre mouvements sociaux et vote des régions concernées.

19 Témoignage recueilli par Évelyne Mesclier à Tumán, août 2011. L'entretien est daté de décembre 2010 par une page publiée sur le web : <http://www.gatoencerrado.net/store/noticias/57/57738/detalle.htm>

20 Discours publié sur youtube.

21 INEI, 2007.

22 Ipsos Apoyo, avril 2010.

23 69% des urbains sont d'accord pour le développement de l'investissement étranger selon Ipsos Apoyo en avril 2010.

24 Au cours de celle-ci, déclenchée en 1879, le Chili occupa temporairement Lima et obtint de façon définitive des territoires situés dans le Sud côtier du Pérou.

25 INEI, 2007.

26 ONPE, 2011.

27 Le cochon d'Inde (appelé cuy dans les pays andins) est au Pérou un animal destiné à l'alimentation mais il peut aussi être vu à Lima comme l'animal de compagnie connu en Europe.

28 Le terme « consolidé » désigne des quartiers initialement auto-construits sur des terres occupées illégalement, qui sont aujourd'hui légalisés, connectés aux réseaux, et dont les logements ont connu un processus d'amélioration..

29 Interviews effectuées par Alexis Sierra à San Genaro (Chorillos) et Pachacutec (Ventanilla) en mai-juin 2011.

30 A Lima métropolitaine, il y a 30 000 électeurs en moins entre les deux tours mais le niveau de « blancs » et « nuls » a diminué, passant même en dessous de la moyenne nationale.

Pour citer cet article

Référence électronique

Evelyne Mesclier et Alexis Sierra, « Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 28 mars 2012, consulté le 15 janvier 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/13025> ; DOI : 10.4000/echogeo.13025

À propos des auteurs

Evelyne Mesclier

Evelyne Mesclier, evelyne.mesclier@gmail.com, est chercheur IRD et membre de l'UMR PRODIG.

Alexis Sierra

Alexis Sierra, alexisierra2001@yahoo.fr, est maître de conférences en géographie à l'Université Cergy-Pontoise-IUFM et membre de l'UMR PRODIG

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

L'élection à la Présidence de la République du Pérou du candidat nationaliste « de gauche » Ollanta Humala, en juin 2011, a constitué une surprise pour les observateurs. Dans un contexte de forte croissance économique et de diminution de la pauvreté, les électeurs semblaient devoir privilégier la continuité. La cartographie des votes à deux échelles (celle des régions et celle des districts de la capitale, Lima) aide à comprendre comment les stratégies menées par les différents partis et alliances ont abouti à porter au second tour les deux candidats qui provoquaient initialement le plus fort rejet dans la plus grande partie de l'électorat, Ollanta Humala, et Keiko Fujimori. Ollanta Humala a alors réussi à rassembler, au second tour, tant le vote des intellectuels et artistes qui s'étaient opposées à la dictature de Alberto Fujimori, que celui des laissés pour compte du développement néolibéral.

The election to the Presidency of Peru of the nationalist and “leftist” candidate Ollanta Humala, in June, 2011, surprised most observers. In a context of strong economic growth and poverty decrease, voters seemed to have to opt for continuity. The mapping of the votes at the regional scale, and at the district scale in the capital Lima, helps to understand how the strategies followed by the various parties and coalitions took to the second round the two candidates that elicited the strongest rejection from the electorate, Ollanta Humala and Keiko Fujimori. Ollanta Humala obtained in the second round the support of both intellectuals and artists that had opposed the dictatorship of Alberto Fujimori, as well as the votes of those who have been left behind by the neoliberal path to development.

La elección a la Presidencia del Perú del candidato nacionalista “de izquierda” Ollanta Humala, en junio del 2011, ha constituido una sorpresa para los observadores. En un contexto de fuerte crecimiento económico y de disminución de la pobreza, se suponía que los electores iban a optar por la continuidad. La cartografía de los votos a dos escalas : la de las regiones y la de los distritos de la capital Lima, ayuda para entender cómo las estrategias de los diversos partidos y alianzas abrieron la ruta de la segunda vuelta a los dos candidatos que provocaban el mayor rechazo en gran parte del electorado, Ollanta Humala y Keiko Fujimori. Ollanta Humala logró entonces el apoyo, en la segunda vuelta, tanto de los intelectuales y artistas que se opusieron anteriormente a la dictadura de Alberto Fujimori, como el de los peruanos que han sido postergados por el desarrollo neoliberal.

Entrées d'index

Mots-clés : cartographie, élection présidentielle, Lima, Pérou, stratégie électorale

Keyword : cartography, electoral strategy, Lima, Peru, presidential election

Palabras clave : cartografía, elección presidencial, estrategia electoral, Lima, Perú